

Mémoire présenté dans le cadre du
Projet d'aménagement d'un lieu d'enfouissement technique
À Hébertville-Station

16 mai 2013

296 **P** **NP** **DM15**

Projet d'aménagement d'un lieu
d'enfouissement technique à Hébertville-
Station

6212-03-052

Présenté par
Marie-Claude Paris Tanguay

Présenté à
Bureau des Audiences Publiques en Environnement
22 mai 2013

Pour mon fils, Élio

*Parce qu'on n'hérite pas de la terre de nos parents,
on l'emprunte à nos enfants.*

Pour mes deux guerrières de grand-mères, Germaine et Marie-Claire

*Parce que le compte le plus rigide qu'un père (ou une mère) doive à son fils est celui de
l'honneur qu'il a reçu de ses ancêtres.*

Et en appel au réveil des citoyennes et citoyens de la Terre

*Parce qu'il nous faut poser des gestes d'une si complète audace
que même ceux qui les réprimeront devront admettre
qu'un pouce de délivrance fut acquis.*

Bonjour,

Je m'appelle Marie-Claude Paris Tanguay et j'ai 31 ans. Je suis citoyenne de Roberval au Lac-St-Jean, mère d'un garçon de 10 ans, co-proprétaire d'un petit café-resto végétarien à Roberval, preuve qu'il est possible, avec peu de moyens mais beaucoup de cœur, de faire différemment. Je travaille en réinsertion socio-professionnelle par les arts et je suis très impliquée dans toutes sortes de causes sociales et environnementales, toujours sur un fond de politique, puisque tout semble passer par là...

Nous parlons donc ici de déchets. Les fameux déchets, matières résultant de notre mode de vie et de notre consommation, que nous produisons toujours.

Et le sujet d'étude plus précisément de cette présente commissions consiste en l'aménagement d'un site permettant d'enfouir 2 500 000 m³ de déchets sur les 42 prochaines années, desservant les 36 municipalités des MRC Domaine-du-Roy, Maria-Chapdelaine et Lac-St-Jean-Est. Ce site d'enfouissement est prévu sur un territoire public intra municipal, zoné réserve forestière avec convention d'aménagement forestier, mais nécessitera le déboisement et le décapage des sols sur une superficie de 26,4 ha. Je crois fermement qu'avec plus de 100 000 personnes habitant ce territoire et possédant chacune un cerveau fonctionnel, il y a moyen de faire au moins 10 fois mieux. Mieux pour l'environnement, mieux pour la qualité de vie, mieux économiquement, mieux pour l'ensemble de ces personnes quoi.

Je ne suis pas une spécialiste diplômée, en aucune discipline se rapportant à la gestion des déchets. Par contre, comme tout autre citoyen, je fais des choix chaque jour, ce qui amène des répercussions directes sur la masse de déchets produits par ma communauté. C'est pourquoi je n'axerai pas mon mémoire sur des données chiffrées, des statistiques ou autres paquets de chiffres malléables à souhait, mais bien sur le gros bon sens et le désir de participer à une réflexion collective, visant à innover et à se dépasser en tant que région, réflexion qui devrait depuis longtemps et régulièrement faire partie des mœurs de tout citoyen intéressé à le faire et qui devrait être valorisée, dans un régime réellement démocratique.

Certes, les déchets feront toujours partie de nos vies. Mais la quantité, la nature de ceux-ci et le traitement que nous en faisons ne sont pas figés pour toujours, et la réelle gestion de ces indésirables, dans un réel esprit de développement durable, pourrait même être une source de développement alternatif et d'emplois novateurs.

Tout d'abord, voyons la première idée qui devrait tous nous venir en tête : la réduction. Nombre d'emplois pourraient être créés en ce domaine. La valorisation des produits locaux (en nombre impressionnant soit dit en passant), exempts de sur-emballage, représente un bon exemple complet de cette notion. En mettant des efforts à la promotion, à la distribution et à rendre accessibles les produits locaux, dans les supermarchés et même par l'appui à la création de marchés locaux complets, tout un paquet d'emballages superflus pourraient être évités et les producteurs locaux en seraient gagnants, sans parler du dynamisme que la région en retirerait. Aussi, des éco-conseillers compétents existent en ce domaine et feraient profiter toute la communauté d'une meilleure qualité de vie s'ils étaient valorisés. Je pense notamment à Mme Martine Pageau qui a travaillé avec cœur à un programme de défi d'enfouissement zéro il y a quelques années et dont le travail dort probablement sur une tablette quelque part. La question du compostage aussi s'impose. Ne serait-il pas mieux de gérer le compostage au sein de chaque

municipalité, par le biais de la collecte des ordures et de jardins communautaires? Moins de transport, moins de coûts de transformation, puisqu'intégrée à une démarche citoyenne, avantages directs. Aussi, certains items se retrouvant au recyclage ne peuvent être traités qu'à de très grandes distances de notre belle région. Pourquoi ne pas en saisir l'occasion, développer des industries dans ce domaine, allant même jusqu'à la production d'articles de seconde vie tels que polars fabriqués de matières plastiques, ici-même en région, fournissant ainsi nombre d'emplois durables?

J'ai entendu parler de l'existence de plusieurs autres options que celle retenue pour le présent projet de site d'enfouissement. Pourquoi ne pas les étudier en profondeur, créant ainsi d'autres emplois? Il en résulterait probablement un mode de fonctionnement moins coûteux ou du moins plus rentable, plus efficace au niveau énergétique et environnemental et très avantageux pour l'image de la région. Il est aussi tout à fait possible en 2013 de s'inspirer des autres modèles existant ailleurs dans le monde. En surfant sur le net, j'ai pu voir d'innombrables initiatives en cours un peu partout, toujours en s'améliorant, donnant l'impression de résultats plus qu'intéressants.

Investir différemment, dans la prévention, l'éducation populaire et la recherche d'alternatives me semble beaucoup plus rentable globalement et énormément plus générateur d'espoir de sortir, un jour enfin, de notre étau de région ressource. L'avenir est dans la transformation directement ici, jusqu'à fournir de plus en plus de produits finis «made in Lac-St-Jean».

On le sait tous, la population de notre région, comme ailleurs, est vieillissante. Continuer de procéder avec les méthodes connues, tant au niveau de la gestion des déchets que de manière plus globale dans la vision générale du développement de notre région, ne fait pas le poids pour attirer et conserver les jeunes familles, en quête d'un endroit hors des grands centres où il fait bon vivre. La région a grand besoin de ces gens dynamiques, payeurs de taxes, consommateurs dans les commerces locaux, désireux de s'impliquer dans leur communauté. Il doit y avoir de la place et des éléments stimulants pour le citoyen afin de s'impliquer, de proposer, de mettre son sentiment d'appartenance à profit de la communauté; car avouons-le, les idées et solutions novatrices ne viendront pas comme ça, d'elles-mêmes, seulement des élus en place. C'est ce qui m'amène à mettre sur la table ce que je nomme le Grand Mal Régional, c'est-à-dire le manque de coopération entre élus et citoyens.

Je reconnais amplement que la responsabilité de la quasi-inexistence de la participation citoyenne incombe non seulement aux élus mais aussi aux citoyens eux-mêmes. J'en conviens, les citoyens se sont détournés de l'implication directe aux processus décisionnels et créatifs, mais dans une société en perte d'idéal autre que la consommation, il est très difficile pour un citoyen moyen de s'approprier sa place en tant qu'acteur du changement menant à un mieux-vivre collectif. Le manque de temps et surtout le manque d'information mènent inévitablement à la concentration du pouvoir décisionnel dans les mains de ceux qui sont payés et en place pour ce faire. Le résultat de cette problématique le plus grave à mon avis est l'absence de projets communs, menant à son tour au manque d'implication citoyenne. C'est un cercle vicieux pour le bien commun, donc pour tous et pour tous ceux à venir. Il incombe donc, selon moi, à ceux détenant le pouvoir décisionnel et étant rémunérés à cet effet, de mettre en place des moyens concrets afin de stimuler la réflexion collective et la prise en charge partielle de la communauté par le plus grand nombre d'individus possible; le cas échéant nos élus nous privent de notre intelligence collective, pourtant nécessaire à l'élaboration de solutions optimales pour l'avenir.

Les conseils municipaux se réunissent à huis clos pour débattre avant de présenter, sans débats publics, les décisions prises; il n'y a pas d'initiatives de la part des élus d'instaurer, ou du moins d'appuyer des assemblées citoyennes; il n'y a pas de consultations publiques régulières sur divers sujets concernant l'ensemble de la communauté, par le biais de référendums fréquents. L'individu voulant participer, tel est mon cas, se voit dans l'obligation de passer un nombre incalculable d'heures à s'informer par toutes sortes de sources devant être triées, d'essayer de se faire une place empreinte de «crédibilité» aux yeux des élus (ce qui n'est évidemment pas donné à tout le monde, et facilement repoussable du revers de la main, condescendance souvent à l'appui). Je pourrais vous nommer de multiples implications de ma part à ce sujet, telles que le suffrage universel du préfet de notre MRC, l'opposition au projet de centrale à Val-Jalbert, la tentative incompréhensiblement refusée de construction d'une terrasse à l'année pour mon commerce, l'idée de dynamiser le Jardin des Ursulines de Roberval par l'installation de jeux d'eau, etc.

Je sais que la présente commission n'a pas à faire le procès des méthodes de fonctionnement politique municipale, mais je crois fermement qu'une recommandation de réelle consultation publique sur le sujet du site d'enfouissement est nécessaire. En effet, des phrases telles que « Le projet a suivi le processus, le BAPE a autorisé le projet, le gouvernement a signé le décret, alors la construction va suivre son cours » ne nous conviennent pas. Le «processus de consultation publique» en vigueur n'est absolument pas adapté à la réalité citoyenne, il est adapté à la réalité de «faire passer des projets, et vite avant que ça chiale». Un référendum automatique, avec camp du oui et camp du non, à moyens égaux, est un exemple de ce que votre commission pourrait présenter, autant pour ce projet-ci, que pour tout projet impliquant le BAPE qui dénoterait l'existence d'une opposition. Car souvent, à l'étape d'audiences publiques du BAPE, une minorité de citoyens est réellement informée du sujet d'étude de la commission et la mise en place d'un processus tel qu'un référendum tel que décrit peu avant pourrait représenter une salutaire façon pour les citoyens d'être informés.

En conclusion, prendre le temps d'étudier les options possibles et ce en incluant les citoyens en n'oubliant surtout pas les Premières Nations (n'ayant jamais cédé le Nitassinan), faire un effort de réflexion plus globale et valoriser le débat, seraient à mon avis autant de moyens de s'assurer de mettre le plus de chances possibles de notre côté afin de développer de manière à tirer le maximum d'effets profitables à l'ensemble, plutôt qu'à seulement une poignée de firmes et de contracteurs, comme c'est trop souvent le cas.

Je sais, ce que je propose demande trop d'énergie et surtout trop de temps... J'en dis qu'il est donc facile d'oublier que nous dépendons tous de notre environnement, qu'il est donc facile de se donner bonne conscience par de «petits gestes quotidiens» et surtout donc facile d'ignorer que nous approchons à grands pas du point de non-retour. La vraie utopie réside dans le fait de penser qu'il est possible de dépenser trop d'énergie et de temps pour assurer la survie de notre espèce

Merci de votre attention,

Marie-Claude Paris Tanguay

